

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Une Brève Histoire de la révolte féministe

Fanshawe

Fanshawe
Une Brève Histoire de la révolte féministe
2003

Consulté le 7 mai 2016 de <http://kropot.free.fr/Ruptures-feminisme.htm>
11 février 2003 dans *Ruptures* n°2 à Groupe anarchiste Emile-Henry (NEFAC),
C.P. 55051, 138 St-Vallier Ouest, Québec (Qc), G1K 1J0, Canada.

fr.theanarchistlibrary.org

2003

LA SUITE...

Nous ne pouvons nier les grandes avancées qui marquèrent l'histoire des femmes, particulièrement depuis les suffragettes, mais il ne faut pas non plus se laisser prendre au piège de l'illusion d'égalité et rejeter le féminisme. Beaucoup essaient simplement de préserver les acquis sans penser à tout ce qui reste à gagner et légitimement, par le fait même, le système patriarcal qui domine toujours.

Comme le souligne Micheline Dumont, « *Feminist have learned that changing the laws is a difficult task. The dates when they have succeeded are well known. However, compared to changing attitudes and mentalities, revising the laws is an easy task. Not a single date can be found for that kind of change. That is why, in the history of women, especially, in the history of feminism, we must concentrate on changing mentalities and developing awareness.* »(dans *The origins of the Women's Movement in Quebec*).

Faisons donc en sorte qu'une simple liste d'épicerie pour l'État ne se superpose plus au projet féministe.

Table des matières

SIÈCLES OCCULTÉS	5
LE 20ÈME SIÈCLE	8
DÉBUT DE SIÈCLE	8
LUTTES DIFFICILES D'ENTRE DEUX GUERRES	10
LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE : L'HISTOIRE SE RÉPÈTE . .	11
LA « NOUVELLE GAUCHE »	11
LES ANNÉES 1980 : SOUS LE SIGNE DE LA DISPERSION	13
LA SUITE...	14

LES ANNÉES 1980 : SOUS LE SIGNE DE LA DISPERSION

Si une idée peut résumer les années 1980, c'est celle du backlash et les féministes n'échappent pas au mouvement.

Le recul pourrait être positif. Après l'effervescence, les féministes souhaitent marquer un temps pour recentrer leurs actions sur les fondements du féminismes. Des gains structurels ont été marqués, mais on se rend compte qu'il y a eu confusion entre les fondements idéologiques, les idées à la base du féminisme et les applications qu'elles peuvent avoir dans le système patriarcal. Veut-on, par exemple, que les femmes aient accès à l'armée ou désire-t-on éliminer l'armée comme institution patriarcale ?

En fait, on constate que les modèles changent mais qu'ils sont encore imposés par la société et non par une volonté féministe. Ils ne correspondent toujours pas à la réalité des femmes, comme des hommes d'ailleurs, et sont toujours à l'image du pouvoir, patriarcal et capitaliste, qui reste présent partout. On remarque alors que l'évolution des consciences vers l'égalité n'a pas vraiment suivi les changements légaux ou concrets et qu'il faut peut-être réorienter l'action féministe.

Mis en perspective avec la montée du conservatisme et du néo-libéralisme, ce temps de réflexion initiera cependant une grande période de recul et de division dans le mouvement féministe. Rien ne semble pouvoir donner l'essor nécessaire pour poursuivre la lutte. Les groupes se dépolitisent et s'institutionnalisent peu à peu en groupes de services, en groupe de femmes. C'est l'État qui dispose maintenant des moyens d'occuper l'essentiel du champs des pratiques féministes inspirées du féminisme, et cela coïncide avec une remise en cause de plus en plus grande du féminisme comme pensée politique.

Au Québec, comme ailleurs, l'abandon du projet social et politique féministe, au profit d'un syndicat ou d'un lobby féminin, prit malheureusement des formes bien concrètes à travers l'économie sociale, le virage ambulatoire, la montée des groupes masculinistes, etc.

de lutte. Les femmes commencent alors à s'organiser de façon autonome. Les comités-femmes se multiplient au sein de syndicats, d'organisations étudiantes, etc. et la non-mixité apparaît comme principe politique, comme un moyen d'atteindre l'égalité.

Entre 1970 et 1975 se constitue, en quelque sorte, une avant-garde du féminisme. De petits groupes de féministes radicales font leur apparition et occupent la scène québécoise. Le Women liberation movement appuie l'ouverture de la clinique du Dr Morgentaler ; le Front de libération des femmes (1969) occupe les tribunes de jury et obtient le droit pour les femmes d'être jurés ; le Centre des femmes opère une clinique d'avortement en plus de diffuser largement différentes techniques de contraception (c'est à cette époque qu'on peut situer l'histoire du droit à l'avortement au Québec) et différentes revues (La vie en rose, Québécoises debouttes !, etc.) assurent, pour la première fois, une diffusion large des idées féministes.

Ces femmes remettent de l'avant le féminisme comme pensée politique et retrouvent des moyens d'action moins institutionnalisés. Désirant aller à la racine du problème, elles prennent la scène, la rue... leur place. Elles veulent changer les pensées et les pratiques sexistes, bousculer les stéréotypes, éliminer les discriminations au niveau du travail et des salaires, obtenir le droit à l'avortement libre et gratuit, proscrire le harcèlement sous toutes ses formes (c'est le début des notions d'atteinte à l'intégrité des femmes), mettre fin aux barrières entre les sphères privée et publique et à l'association de chacune d'entre elles à un seul genre (hommes publics vs femmes privées et sans vie sociale et politique), etc.

Les féministes de cette période articulent les luttes des femmes dans le cadre d'un projet de transformation sociale et politique d'ensemble et veulent repenser totalement les institutions, le pouvoir et l'autorité. Patriarcat et capitalisme sont alors réunis pour un même combat et les femmes lient leurs situations quotidiennes concrètes aux grands principes politiques du féminisme. Elles mettent en évidence les facettes et manifestations multiples de l'oppression des femmes.

Ces prises de conscience mèneront entre 1976 et 1980 à l'éclatement idéologique et organisationnel du féminisme. Les pratiques et références idéologiques changent pour aboutir à la consolidation de la formule "collectif". Les groupes féministes connaissent du même coup leur plus large extension sociale et géographique et ils se concentrent, pour la plupart, autour des luttes pour le travail, le corps et la parole.

SIÈCLES OCCULTÉS

Le féminisme comme théorie politique ne s'institue pas véritablement avant le XVIIIème siècle mais l'histoire de centaines de femmes, féministes avant l'heure, est trop souvent passée sous silence. Depuis des siècles, nous pouvons retrouver des traces écrites de femmes, connues ou anonymes, qui réclament un changement dans leur situation de servitude ou de dépendance. Qu'elles aient été abbesses (supérieures de couvent), musiciennes, écrivaines, poétesses, courtisanes, prostituées ou sorcières, quelques-unes de leurs oeuvres ont survécu au temps mais combien d'autres ont été occultées !¹

Certaines de ces femmes ont formé des associations diverses, le plus souvent sous le couvert de congrégations religieuses, mais il faut attendre la Révolution française (1789) pour voir apparaître théories et mouvements féministes. C'est en Europe qu'on en trouve les premières traces, alors qu'un courant républicain tente de recentrer l'organisation du politique autour des humains. Ces « humains » sont avant tout des hommes, mais le fait que tout ne soit plus remis entre les mains de la volonté de Dieu contribue à rendre plus visibles les rôles sociaux et les oppressions qui en découlent. Des principes d'égalité, de liberté, somme toute limités, apparaissent alors et c'est en voyant poser ces principes au masculin que des femmes se regrouperont sur des bases ouvertement politiques.

Mary Wollstonecraft se fait l'une des portes-voix de ces regroupements, notamment en écrivant *La défense des droits de la femme* en 1792. Au moment même où l'Europe est marquée par le passage de certaines monarchies à des gouvernements dits démocratiques, l'auteure pense l'égalité en insistant sur le fait qu'on ne peut détruire les rapports d'autorité au niveau politique si on laisse persister l'autoritarisme domestique et la tyrannie familiale. Dans le même ordre d'idées, Olympe de Gouge rédige ensuite *La Déclaration des droits de la femme* révélant le caractère exclusivement masculin de l'égalité, et celui fort limité des « avancées » promises par la *Déclaration des droits de l'homme*.

¹ Faute d'espace et, malheureusement, de connaissances, le récit qui suit se déroule dans les limites de l'Occident. Je ne veux par là, en aucun cas, nier les efforts que les femmes du Tiers Monde ont faits, et font encore, pour mettre fin à l'oppression qui les malmène et/ou les tue en tant que femmes. Il faudra poursuivre le récit...

Ces quelques pas sont cependant rapidement suivis de reculs. Dès 1793, on interdit par exemple les clubs de femmes en France. Puis, 1806 signe l'entrée en vigueur du Code Napoléon. Le nouveau code civil français (repris au Québec) renie ainsi toute existence sociale aux femmes, leur interdisant pratiquement de lever le petit doigt sans la signature de leur père ou de leur mari.

Des femmes font pourtant leur marque en s'y opposant comme c'est le cas de Louise Michel (1830-1905). Cette anarchiste française met sur pied plusieurs écoles libres, prend part à la Commune de Paris (1871), nous légue nombres d'écrits et de discours, etc. et pose continuellement la lutte pour la libération des femmes au coeur tant de ses actions que de ses discours.

C'est également au cours de ce siècle que le féministe comme mouvement politique commence à se constituer en Amérique, notamment autour de la Révolution industrielle. Comme ailleurs, ce féminisme naît de la condition politique, économique et sociale des femmes alors reliée à une nature féminine faible et devant être consacrée exclusivement aux plaisirs des hommes, à la fabrication de bébés et au récurage du plancher.

La remise en question que certaines femmes ont toujours faite de la différenciation des genres basée sur des arguments biologiques prends alors de l'ampleur (tout étant relatif) et commence à s'organiser politiquement. Les féministes refusent la logique d'inégalités naturelles différenciant hommes et femmes et constituant des statuts inchangeables. Elles définissent l'oppression des femmes au sein d'un système social et politique et tentent de mettre à jour l'idéologie patriarcale sur lequel s'appui ce système (par l'intermédiaire de rôles sociaux, de normes sexistes, d'exploitations et d'oppressions). Le débat nature/culture est alors ramené sur la place publique.

Il s'agit évidemment de mouvements très minoritaires. Des femmes anarchistes et socialistes sont pourtant très actives dans le nord-est américain ; militantEs de la base multiplient les grèves, la diffusion de moyens de contraception, les conseils utiles aux jeunes mariées, etc. Emma Goldman, la plus connue peut-être de ces militantes, arrive à New York, où elle joint le mouvement anarchiste, en 1889. Elle prend part aux luttes pour le droit de vote des femmes, mais développe une critique des plus intéressantes du suffrage, mettant en lumière les mensonges de la démocratie républicaine. Emma Goldman milite en faveur du contrôle des naissances, contre la mobilisation de guerre, contre le capitalisme, etc. En opposition à l'oppression sociale et la dépendance économique des femmes, elle multiplie les écrits, les conférences, les manifestations et... les séjours en prison.

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE : L'HISTOIRE SE RÉPÈTE

La Deuxième Guerre mondiale définit l'espace pour de nouvelles mobilisations. Le scénario se répète et les femmes retournent massivement aux usines. La plupart des professions libérales s'ouvrent également aux femmes et certaines peuvent, pour la première fois, accéder à l'éducation supérieure de même qu'à des postes de pouvoirs (députées et sénatrices).

Encore une fois, cependant, ce ne fut qu'une parenthèse et la fin de la guerre souligne bien l'insuffisance de ces gains matériels non intégrés à des changements de mentalités. On retourne une fois de plus les femmes à leur foyer et le recul est d'autant appuyé qu'il est caractérisé par la vague de consommation des années 1950. Bien que cela ait pu faciliter de beaucoup la vie des femmes, le temps des bungalow, des appareils électro-ménagers et des pubs de la parfaite femme au foyer est, pour le moins, peu propice aux luttes féministes.

Une période plus conservatrice s'amorce alors et les Cercles des fermières, Association féminine pour l'éducation et l'action (AFEAS) et Fédération de la femme du Québec (FFQ, née en 1966) prennent l'avant-scène. Ces groupes se mobilisent notamment autour de la Commission Bird, une commission d'enquête tenue en 1967 par le gouvernement fédéral sur la situation des femmes au Canada.

LA « NOUVELLE GAUCHE »

Peu à peu on assistera tout de même à une remontée de la gauche. La deuxième moitié des années 1960 entraîne l'Amérique du Nord et l'Europe dans les luttes étudiantes, les luttes contre la Guerre du Vietnam, Mai 1968, le mouvement nationaliste québécois et la montée des marxismes et des groupes marxistes-léninistes.

Les féministes participent à ce large mouvement de remise en question de l'ordre établi, mais elles se rendent rapidement compte que le machisme règne même chez les militantEs les plus radicaux. La division de genre se répercute jusque dans l'organisation des luttes et les femmes ne peuvent souvent pas faire grand chose d'autre que le café et la prise de note, pendant que les gars changent le monde.

Ces luttes sont tout de même autant de catalyseurs pour les féministes. Elles leur permettent de préciser leurs objectifs et d'entrevoir de nouveaux terrains

les services rendus pendant la guerre et les remerciements de leur loyauté politique. Ces gains ne sont que ponctuels pour la plupart et peu de changements à long terme en découlent.

La fin de la Première Guerre mondiale signe d'ailleurs de nombreux reculs pour les femmes et le mouvement féministe. Les hommes démobilisés vont reprendre leur job et le discours dominant, celui des politiciens autant que des maris, qui avait incité les femmes à sortir de chez elles, revient "à la normale" pour qu'elles retournent à la maison. Après tout, "les femmes sont faites pour la chaleur du foyer et peuvent bien laisser les durs travaux aux hommes viriles." Différentes mesures incitatrices accompagnent ce changement de discours (diminution des subventions pour les crèches ou les garderies, harcèlement, etc.) et tout devient alors difficile pour les femmes qui veulent travailler à l'extérieur du domicile.

LUTTES DIFFICILES D'ENTRE DEUX GUERRES

Ce n'était qu'une parenthèse pour les femmes, mais toutes n'acceptent pas le retour au foyer aussi facilement. Malgré le recul, l'entre-deux-guerres marque un début pour les luttes syndicales des Québécoises. Non seulement des femmes militent pour la syndicalisation des travailleuses des deux genres, mais des unions apparaissent dans les "usines de femmes" (surtout du textile). Les Madeleine Parent et Léa Roback sortent alors de l'anonymat et une vague de grèves éclate à Montréal. Celle-ci sera durement réprimée par Duplessis et ses chasseurs de sorcières.

Toujours au Québec, le mouvement pour le droit de vote mobilise encore les femmes, mais l'époque est à l'élargissement des perspectives de luttes. L'Alliance canadienne pour le vote des femmes au Québec devient, par exemple, La Ligue des droits de la femme. Aux luttes pour le droit de vote des femmes sont reliées les revendications pour des allocations familiales, pour l'égalité des conditions de travail (heures et salaires), pour la défense des enfants nés hors mariage et pour une réforme du code civil (pour le droit de garder son nom de jeune fille une fois mariée, pour le droit d'avoir un compte en banque et de gérer son salaire, pour le droit d'emprunter de l'argent à une institution financière), etc.

Les groupes dont l'Histoire fait le plus état se développent cependant davantage dans les milieux bourgeois. Des femmes bourgeoises se réunissent autour de salons de thé ou d'oeuvres de charité et vont peu à peu se politiser. Au Québec, la première association féministe officielle, le Montreal Local Council of Women, fut fondée en 1893. Regroupant francophones et anglophones, le groupe réclame notamment l'amélioration des droits civils de l'épouse (le Code civil datant de 1866 est alors inspiré du Code Napoléon et il faudra attendre 1964 pour que soit inscrit dans la loi canadienne le droit des femmes à prendre part à la direction de leur famille. Vivre la démocratie !), le droit à l'éducation supérieure, le droit de vote, le droit d'exercer des professions et le droit de participer aux différents pouvoirs. Tout cela est revendiqué au nom de l'égalité des sexes et tranche avec le discours la majorité des groupes de femmes qui misent encore sur leurs différences et revendiquent des droits pour les femmes aux noms de leur statut de femmes et de mères.

Dans tous les cas, pourtant, ces revendications seront récupérées par le grand courant de l'accès à la démocratie. Absorbées par les mouvements républicains et les revendications pour les droits civils, les inégalités subies par les femmes passent inaperçues pour la plupart, quand elles ne sont pas carrément niées au nom de la supériorité naturelle des hommes. Malgré la relative démocratisation que connaissent la majorité des pays occidentaux, les femmes ne peuvent toujours pas jouir des "privilèges" grandissant reliés à la citoyenneté puisqu'on les dit incapables d'en assumer les obligations (prise de parole en public, armée, etc). Et cette logique patriarcale règne au Québec peut-être plus qu'ailleurs (!) en raison de l'omniprésence de l'Église catholique et de la grande force qu'elle exerce contre la libération des femmes.

LE 20ÈME SIÈCLE

On divise généralement les féminismes qui animèrent le XXème siècle en trois grandes vagues. La première étant datée du début des années 1900 à la fin de

la Première Guerre mondiale ; la deuxième se développant autour de la Deuxième Guerre mondiale et la troisième atteignant son sommet dans les années 1960-70. Attardons-nous y un peu.

DÉBUT DE SIÈCLE

Le début du XXème siècle est marqué par les luttes pour le droit de vote. Les suffragettes apparaissent en Angleterre au milieu des années 1800, mais leurs luttes atteindront la plupart des pays occidentaux dans les décennies suivantes. Les femmes habituées aux salons de thé et aux cercles de lectures se fâchent alors et des milliers d'entre elles descendent dans la rue, provoquant scandales et émeutes (actions directes, manifestes-agis, journaux, manifestations, etc.). En Angleterre, elles tentent même de prendre le palais de Buckingham.

Ces luttes déclenchent une très forte répression. Les arrestations se font par centaines et celles qu'on identifie comme les " leadeuses " du mouvement se voient la plupart du temps refuser leur remise en liberté. Plusieurs ne sortent de prison qu'à la suite de longues grèves de la faim. Prenant ainsi le chemin de l'hôpital, elles sont retournées derrière les barreaux dès leur rétablissement.

Les suffragettes signent donc les premières grandes luttes organisées mais le rassemblement de ces femmes sous une mêmes bannières avive rapidement leur conscience d'une exploitation commune. En permettant de mieux identifier la structure patriarcale dominant de même que ses nombreuses manifestations, chaque lutte en amène quantité d'autres et toutes sont liées.

Les grandes grèves qui se multiplient dans le Nord-est américain depuis 1857 prennent alors de l'ampleur et permettent aux mouvements ouvrier et féministe d'afficher leurs revendications à la face du monde mais surtout d'inscrire les luttes (et les gains) dans des perspectives plus globales qui dépassent l'horizon

législatif. Ces influences anarcho-féministes et socialistes ne tardent pas à avoir leur effet sur les ouvriers, mais aussi sur les ouvrières.

Le slogan " Du pain et des roses " trouve d'ailleurs son origine dans ce mouvement. Des grévistes du textile revendiquent de meilleures conditions de vie matérielle, du pain, mais aussi des roses pour représenter le côté immatériel nécessaire à une réelle libération. Celui-là, on ne le peut trouver dans aucune loi, mais dans un changement profond des mentalités.

De même, c'est dans ce contexte de protestation et d'activisme politique que naît la Journée internationale des femmes, le 8 mars. Le premier appel pour un Woman's Day est lancé en 1908 à l'initiative des femmes du parti socialiste américain et prend la forme d'une manifestation pour le droit de vote et la reconnaissance des droits politiques et économiques des femmes. 2000 personnes marchent sur Manhattan et dès l'année suivante, le 28 février 1909, cinq Woman's Suffrage Demonstrations sont organisés dans la seule région de New York et tiennent lieux de Woman's Day. Le mouvement prend de l'ampleur en 1910 sous l'impulsion des Wobblies et de la grève générale de 20 000 à 30 000 chemisierÈRES (au moins 80% sont des femmes) de New York qui revendiquent un salaire décent et de meilleures conditions de vie. C'est la même année, quelques mois après les 13 semaines de grève qui soulèvent les mouvements ouvrier et féministes, que la IIème Internationale socialiste adopte à Copenhague une motion pour internationaliser le Woman's Day américain. Le 19 mars 1911 la première journée internationale des femmes est fêtée, mais il faudra attendre 1914 pour que soit tenue le premier 8 mars.

Puis, presque au même moment, éclate la Première Guerre mondiale. Les hommes étant partis se battre en Europe, il faut bien qu'on puisse les remplacer à l'usine, histoire de faire rouler l'économie. Le travail à l'extérieur de la maison est alors presque généralisé pour les femmes, l'État récupérant ainsi les revendications féministes. Cela n'est évidemment pas sans provoquer de profonds changements sociaux : on se rend compte que les femmes sont capables de faire des travaux qui étaient considérés comme typiquement masculins ; pour la première fois, elles ont une reconnaissance sociale pour le travail fait et elles sont payées ; elles sortent de leur isolement à la maison et prennent conscience de leur situation commune ; on crée les premières garderies, souvent sur les lieux de travail (ce qu'on n'a pas nécessairement aujourd'hui) et le gouvernement fédéral canadien accordera le droit de vote aux femmes en 1918. Tous ces gains, bien qu'ils aient été acquis de chaudes luttes et qu'ils aient réellement profiter aux femmes, ne sont pourtant pas autant de reconnaissance de droits fondamentaux. Pour les autorités, il ne s'agit que de récompenser les femmes pour